

Décentralisation : le Sénat lance une consultation des élus locaux



Décentralisation : le Sénat lance une consultation des élus locaux

Recueillir l'avis des élus

La délégation aux collectivités territoriales, dont le sénateur Franck Montaugé est membre, a lancé une consultation auprès des élus locaux pour recueillir leurs avis sur les réformes à privilégier pour rendre l'action publique plus efficace.

Si de nombreuses difficultés préexistaient à la crise, comme le retrait de l'État et de ses services dans les territoires, l'inflation de normes entravant l'action des élus, les chevauchements de compétences entre État et collectivités... la situation sanitaire en a fait émerger d'autres et a montré un très fort besoin d'amélioration de l'efficacité de l'action publique au service des Français.

Simplifier et rendre plus efficace l'action publique

Comment renforcer le rôle des élus dans la gouvernance des agences régionales de santé, des EHPAD ou de la médecine scolaire ? Faut-il adapter la répartition des compétences communes-intercommunalités en fonction des réalités locales ? Les lois nationales doivent-elles pouvoir être adaptées aux spécificités des territoires ? Quelles sont les pistes pour simplifier les normes applicables aux collectivités territoriales ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles les élus pourront répondre grâce à cette consultation numérique sur la plateforme participative dédiée sur le site internet du Sénat, qui décline notamment certaines des « 50 propositions du Sénat pour le plein exercice des libertés locales », publiées en juillet 2020 à l'initiative du président du Sénat.

Plus près des réalités du terrain

« L'objectif de cette consultation est de mieux connaître les attentes des élus locaux en matière de renforcement de l'action publique dans l'attente, incertaine à ce jour, du projet de loi Décentralisation, Déconcentration, Différenciation et Décomplexification dit 4D » indique Franck Montaugé. Les élus ont jusqu'au 28 février 2021 pour participer à cette consultation en se connectant à l'adresse suivante : participation.senat.fr.